

Pourquoi ce nouveau livre sur l'immigration et l'intégration ?

Malika Sorel - C'est parce que j'estime que la situation est grave, et ce livre est un avertissement. Une alerte que je lance à ceux qui ont la charge de la gestion politique de notre pays, et qui ont une grande responsabilité dans la situation actuelle.

C'est également un livre dans lequel je donne beaucoup d'éléments de compréhension. Notamment en portant à la connaissance des français les conclusions d'un certain nombre de rapports qui ne leur ont jamais été communiqués.

Il faut que les français sachent qu'ils ne sont pas fous. Il y a des études qui corroborent le malaise et la dégradation qu'ils ressentent.

Vous êtes membre du Haut Conseil à l'intégration. Vous avez le privilège de voir le système de l'intérieur ...

M.S. - Absolument, je peux observer le comportement des uns et des autres, et le fonctionnement de nos institutions. Il y a ceux qui travaillent, et ceux qui sont indifférents. Je croise aussi une grande incompétence. Cette réalité ne fait que confirmer ce que je disais déjà à l'époque dans le puzzle de l'intégration : au sein même des institutions, il y a une ligne de démarcation entre « les résistants », ceux qui ne sont pas prêts à considérer la France comme une variable d'ajustement, et les autres, ceux qui marchent dans le sens du vent, et retournent leur veste au grès des situations.

Je constate quand même une prise de conscience. Des personnalités qui sont en mesure de prendre des décisions ont compris que nous sommes dans une phase historique et que l'heure n'est plus au petits calculs politiques.

Dans votre livre vous abordez de front la question de l'immigration. Comment expliquez-vous qu'il est encore difficile de sortir de la pensée-slogan et du discours lénifiant qui pourrait se résumer par l'affirmation péremptoire suivante: l'immigration c'est une richesse pour la France.

M.S. - Je consacre une partie de mon livre aux médias. Ce sont de véritables faiseurs de roi. Depuis de nombreuses décennies ce sont eux qui choisissent un chercheur plutôt qu'un autre. Ce sont eux qui décident ce qu'il convient de dire ou pas. Mais ils sont aujourd'hui pris au piège. Dans la mesure où ils ont intoxiqué les français avec leur idéologie, il leur est impossible de tenir un langage de vérité sans reconnaître qu'ils ont largement menti. Tous ces gens qui tiennent le haut de l'affiche dans les médias et dans les partis politiques ne vivent pas au quotidien les conséquences de leur discours. C'est un problème !

Mais je pense que les français sont de moins en moins sensibles à leur idéologie. Comme ils sont de moins en moins sensibles aux procès en sorcellerie. On assiste peut-être à la fin de la propagation de la propagande.

Le flou volontairement entretenu par la classe politique sur les chiffres de l'immigration ne favorise-t-il pas le discours immigrationniste et multiculturaliste des médias ?

M.S. - Bien sûr, les politiques sont dans la même situation que les médias. Il ne mettent en avant que les rapports qui les arrangent et qui ne remettent pas en cause les choix politiques qu'ils ont fait.

Je l'avais déjà souligné dans mon précédent livre : le cumul des mandats pousse les hommes politiques à minorer les difficultés et les mauvais résultats dont on pourrait les tenir pour responsables.

Prenons l'exemple de l'immigration : il leur est impossible d'avouer que le chiffre officiel de 200 000 entrées par an d'immigrés légaux (chiffre que je remets en cause dans mon livre) est faux, et qu'en réalité on est bien au-delà. Dire cela serait reconnaître que les gouvernements successifs se sont montrés incapables de maîtriser les flux migratoires. Eux aussi sont pris au piège. Avec un renouvellement plus rapide des élites, nous n'aurions pas ces problèmes.

Mais il y a aussi une autre donnée à prendre en compte. Il s'agit de nos grands organismes de recherche. La plupart des chercheurs qui y travaillent, ne sont pas des chercheurs mais des militants. Ils n'hésitent pas à accommoder les chiffres à la conclusion qu'ils ont préétabli. On a un monde de la recherche qui favorise les chercheurs militants dont la parole accrédite les thèses que l'on nous sert depuis plus de 30 ans.

Il y a quelques semaines, nous avons assisté à une polémique au sujet du niveau scolaire des enfants issus de l'immigration. La rectrice d'Orléans-Tours a déclaré au journal *la Nouvelle République* : « Si on enlève des statistiques les enfants issus de l'immigration, nos résultats ne sont pas si mauvais ni si différents de ceux des pays européens », avant de rajouter « Nous avons beaucoup d'enfants de l'immigration et devons reconnaître notre difficulté à les intégrer ». Le Parti socialiste a aussitôt demandé au ministre de l'Éducation nationale Luc Chatel de "rappeler à l'ordre" la rectrice d'Orléans-Tours, et les média se sont indignés que l'on puisse tenir de tels propos.

Qu'avez-vous pensé de cette polémique ?

M.S. - A chaque fois que vous touchez à ce genre de sujet, cela déclenche une hystérie collective de la part des média, des syndicats, et du monde de la recherche. On a même entendu certains prétendre que les enfants d'immigrés avaient de meilleurs résultats que les autres. Mais qui peut croire cela ? Alors on peut dire que les enfants issus de l'immigration du Sud-Est asiatique réussissent mieux, et sur ce sujet il y a des chiffres qui le prouvent.

Mais prétendre que les enfants de l'immigration en général réussissent mieux, c'est totalement faux. Si on voulait prendre au piège tous ceux qui déclarent ce genre de mensonge, on leur proposerait de supprimer toutes les aides supplémentaires qui sont affectées comme par hasard dans les quartiers où il y a une majorité d'immigrés. Et vous les verriez tous s'indigner qu'on puisse enlever de l'argent aux enfants les plus fragiles, et à ceux qui réussissent moins bien. Les chiffres PISA démontrent que 40% des enfants issus de l'immigration ont un niveau inférieur à deux. En dessous de ce niveau, PISA estime que vous ne pouvez pas réussir dans un pays membre de l'OCDE.

On a des chiffres qui nous disent que 60% des garçons de l'immigration maghrébine quittent le système éducatif sans diplôme. On a des chiffres qui nous disent que les diplômés du supérieur sont faiblement représentés chez les descendants d'immigrés venus d'Algérie et de Turquie. Ils ne représentent même pas 20%. Et même quand vous prenez ces chiffres et que vous regardez dans le détail, vous vous rendez-compte que la réalité est pire que ce que les études nous montrent.

Les associations qui luttent pour la régularisation des sans-papier et une plus grande ouverture des frontières présentent l'Europe comme une forteresse. Vous démontrez dans votre livre qu'il n'en est rien et qu'il devient même de plus en plus difficile d'expulser les clandestins. Selon vous, il y a une volonté de l'Europe d'imposer une immigration de travail notamment au travers de la Carte bleue Européenne. Et vous soulignez que le gouvernement français a mis en place une immigration choisie en proposant une liste de métiers dont certains ne sont absolument pas des métiers sous tension.

M.S. - Parfaitement. Il y a des intérêts qui sont en jeux. Les intérêts du Medef, de la CGPME, etc... Le but pour le patronat est d'avoir une main d'œuvre à bon marché qui pèse à la baisse sur les salaires.

On voit bien que sur certains métiers il suffirait de former des chômeurs pour leur permettre de travailler. Mais il s'agit encore une fois de courage politique. Il faut être capable de dissocier les intérêts des uns et des autres et ne pas répondre toujours favorablement au lobbying du patronat.

Mais on voit aujourd'hui le patronat reculer. Quelques un de ces représentants viennent de déclarer qu'ils veulent bien qu'on réévalue la dernière liste des métiers. Je pense que c'est dû à l'évolution de l'opinion au sein de la population française. Le patronat sait qu'il y a une prise de conscience de la société et il sait que les choses ne vont pas pouvoir durer comme ça plus longtemps.

Ce qui tend à prouver que les citoyens ont un rôle déterminant.

On parle souvent de l'immigration de travail en oubliant de préciser que le taux d'immigration le plus important est dû au regroupement familial. Une mécanique folle et quasi systématique qui provoque ce que la démographe Michelle Tribalat appelle un auto-engendrement des flux migratoires. Ce système, facilité par les lois européennes, n'a-t-il pas pour conséquence de rendre l'intégration des immigrés plus difficile ?

M.S. - Vous avez raison de souligner ce phénomène. On parle souvent de l'immigration illégale, dont les chiffres que je donne dans mon livre sont terrifiants, surtout quand on sait qu'une majorité vont être régularisés au fil de l'eau et pourront faire venir leur famille par la suite. On parle aussi de l'immigration de travail mais on oublie que l'immigration la plus importante est celle que l'on doit au regroupement familial. Et c'est la raison principale de la dégradation de l'insertion. En ayant accepté une immigration de plus en plus importante, nous devons faire face aujourd'hui à de véritables diaspora. Ce sont aujourd'hui des peuples qui se reconstituent sur les terres d'accueil, avec leurs propres modes de fonctionnement, leur propres référents culturels et sociaux. C'est ce qui empêche un certain nombre d'enfants de se construire dans une otique d'insertion. Parce que si vous n'êtes pas capable d'intérioriser les normes collectives de la France, il n'y a aucune chance pour que vous soyez reconnus un jour comme français.

Sur l'immigration familiale, il est urgent d'établir des critères sérieux. Aujourd'hui quelqu'un qui n'a pas de travail, et qui ne bénéficie que de la solidarité nationale pour vivre, peut faire venir sa famille en France.

Les sociétés européennes marchent sur la tête et je le répète il faut que les citoyens s'engagent et disent qu'il ne se laisseront plus faire. Il faut que les citoyens aient le courage de se faire maltraiter. Beaucoup de gens ont peur d'être assimilés à des racistes. Le temps est venu de dépasser tout ça et d'oser braver le regard des autres. Il faut que les hommes politiques comprennent qu'on ne va pas les laisser détruire un héritage auquel on tient.

Est-ce que c'est un échec de la république, et ne touche-t-on pas ici à la limite des valeurs universalistes françaises ?

M.S. - Ceux qui disent que la république a échoué sont ceux qui ont tout fait pour affaiblir le modèle républicain. Si nous avions appliqué ce modèle, si nous n'avions pas cédé aux approches différentialistes nous ne serions pas dans les difficultés actuelles.